

DECISION DU MAIRE N°2024-008

**PORTANT RETRAIT DE LA DECISION DU MAIRE N°2023-105
RELATIVE A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
SUR LA PARCELLE CADASTREE
AE N°31 SISE 35 ROUTE NATIONALE 20**

Prise en application de la délibération n° 2022-69 du Conseil municipal de Saint-Germain-lès-Arpajon du 17 novembre 2022 donnant notamment délégation au Maire pour exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code dans la limite de 2 000 000 €.

LE MAIRE DE SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON,

VU le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-22,

VU la délibération n° 2022-69 du Conseil municipal du 17 novembre 2022 portant délégation du Conseil Municipal au Maire ;

VU la décision du maire n°2023-105 du 19 septembre 2023 portant usage du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée AE n°31 sise 35 route Nationale 20, appartenant à Mme Catherine PELLEGRINI et M. Stéphane LEGAVRE ;

CONSIDERANT que par un arrêté en date du 19 septembre 2023, M. le Maire de la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon a décidé d'exercer son droit de préemption urbain en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée AE n°31 sise 35 route Nationale 20 appartenant à Mme Catherine PELLEGRINI et M. Stéphane LEGAVRE ;

CONSIDERANT que par ordonnance n°2309902 du 21 décembre 2023, le Juge des Référé du Tribunal Administratif de Versailles a suspendu l'exécution de la décision de préemption susvisée ;

CONSIDERANT que compte tenu de cette circonstance, il y a lieu d'abroger la décision du Maire portant sur la préemption du bien sus-référencé ;

REÇU EN PREFECTURE

le 02/02/2024

Application agréée E-legalite.com

99_BU-091-219105525-20240131-DM2024_008-

DECIDE

ARTICLE 1

DE PROCEDER AU RETRAIT de la décision n°2023-105 du 19 septembre 2023 portant usage du droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée AE n°31 sise 35 route Nationale 20, appartenant à Mme Catherine PELLEGRINI et M. Stéphane LEGAVRE.

ARTICLE 2

PRECISE que la présente décision sera notifiée :

- au notaire, mandataire mentionné à la rubrique H de la Déclaration d'Intention d'Aliéner (D.I.A.),
- aux propriétaires du bien indiqués dans la D.I.A.
- à l'acquéreur évincé mentionné à la rubrique G de la D.I.A.

Fait à Saint-Germain-lès-Arpajon, le 31 janvier 2024



Le Maire,

Norbert SANTIN

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours juridictionnel devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.